

DOCUMENT  
REÇU LE  
13 OCT. 2005  
A LA SOUS-PREFECTURE  
DE DIE

# DIVAJEU

## CARTE COMMUNALE

### 2a - PLAN DE ZONAGE (Plan 1/2)



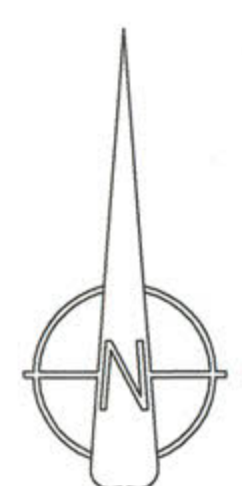
**Echelle 1 / 2 500°**  
**Septembre 2005**  
**Approbation**



CROUZET URBANISME  
4 Lotissement Les Lavandins - 26 130 Saint Paul Trois Châteaux  
Tél. : 04 75 96 69 03 / Fax 04 75 04 71 13  
e-mail : crouzet-urbanisme@wanadoo.fr

### Légende

- Zones où les constructions sont autorisées
- Zones où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de :  
l'adaptation, le changement de destination, la réfection et l'extension limitée des constructions existantes  
les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.  
En outre, sont autorisés en zone N, sous réserve de l'application de l'article L 421-5 du code de l'urbanisme :  
le changement de destination des constructions existantes,  
la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment,  
la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre
- Article L 421-5 du code de l'urbanisme (pour information) :  
"Lorsque, compte tenu de la destination de la construction projetée, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte de ladite construction, le permis de construire ne peut être accordé si l'autorité qui le délivre n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public lesdits travaux doivent être exécutés."
- Bâtiments d'élevage et périmètres inconstructibles associés en application de l'article L 113 du code rural et du règlement sanitaire départemental ou de la réglementation sur les installations classées
- Sièges d'exploitations agricoles (pour information)
- Espaces boisés (pour information)



**Echelle 1 / 2 500°**



DOCUMENT  
REÇU LE  
13 OCT. 2005  
A LA SOUS-PREFECTURE  
DE DIE

# DIVAJEU

## CARTE COMMUNALE

### 2b - PLAN DE ZONAGE (Plan 2/2)



**Echelle 1 / 8000°**  
**Septembre 2005**  
**Approbation**



CROUZET URBANISME  
4 Lotissement Les Lavandins - 26 130 Saint Paul Trois Châteaux  
Tél. : 04 75 96 69 03 / Fax 04 75 04 71 13  
e-mail : crouzet-urbanisme@wanadoo.fr



Bâtiments d'élevage et périmètres inconstructibles associés en application de l'article L 113 du code rural et du règlement sanitaire départemental ou de la réglementation sur les installations classées



Sièges d'exploitations agricoles (pour information)



Espaces boisés (pour information)



Zone inondable de la Drôme

### Légende



Zones où les constructions sont autorisées



Zones où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de :  
l'adaptation, le changement de destination, la réfection et l'extension limitée des constructions existantes

les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

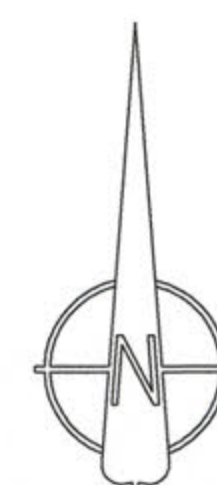
En outre, sont autorisés en zone N, sous réserve de l'application de l'article L 421-5 du code de l'urbanisme :

le changement de destination des constructions existantes,

la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment,

la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre

Article L 421-5 du code de l'urbanisme (pour information) :  
"Lorsque, compte tenu de la destination de la construction projetée, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte de ladite construction, le permis de construire ne peut être accordé si l'autorité qui le délivre n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public lesdits travaux doivent être exécutés."



**Echelle 1 / 2 500°**